

Le raisin, l'olive et le mandarin

Durant 3 jours, trois membres de la direction du Beijing Vocational College of Agriculture, le seul établissement d'enseignement agricole technique de la capitale chinoise, se sont rendus dans l'ouest de la France afin de rencontrer les équipes de lycées agricoles et d'entreprises locales.



L'accueil de la délégation chinoise, planifiée de longue date, avait de multiples objectifs. Elle devait

permettre de faire le bilan des mobilités entrantes chinoises de mai 2025, rencontrer leur nouveau partenaire à Saintes, comprendre le lien entre les écoles françaises et les entreprises locales ainsi que d'ouvrir de nouvelles perspectives dans la coopération dans le domaine viti-oenologique.



Pour réussir à remplir leur mission, le programme proposé par l'animateur du réseau Chine de l'enseignement agricole allait forcément être dense et varié.

Dès la première journée, avec la réunion au Lycée d'enseignement agricole Les Sicaudières de Bressuire, le bilan et les pistes d'amélioration concernant la venue des étudiants chinois et de leur enseignante en mai 2025 a été mis sur la table.

La partie française a souligné à quel point la sélection des participants, par la partie chinoise, avait été abouti, car tous les participants ont su séduire les écoles françaises par leur curiosité professionnelle, connaissances et motivation sur le terrain et qualités de savoir-être.

Concernant les pistes d'amélioration, le point noir était la période, puisque mai étant un mois particulièrement compliqué en termes de jours fériés. Une réflexion sur une venue au mois de mars s'est alors posée, les autres créneaux, en raison des calendriers des uns et des autres, étant compliqués.



Suite à cet échange, les membres de la délégation chinoise ont pu visiter l'établissement du bocage bressuirais, découvrir la structuration d'un EPL avec ces 4 centres constitutifs et enfin découvrir le jardin créé par les étudiants chinois en mai 2025.

Durant l'après-midi, la visite de l'entreprise *Obojardins* a permis de découvrir que la finalité des formations en aménagements paysagers de chaque pays avait quelques différences notables. En effet, une bonne partie des diplômés français du paysage partent travailler dans des structures qui proposent leur service aux particuliers pour concevoir ou entretenir des jardins de maison individuelle.



En Chine, ce type de travail n'existe pas, car la plupart des Chinois vivent en appartement. Tant bien même s'ils avaient des maisons avec jardin, les missionnaires chinois ont fait remarquer non sans amusement, que ces espaces verts seraient utilisés pour faire pousser des légumes et non pour créer des

lieux de réception ou de repos. Là encore, la différence culturelle est au centre des échanges, car en Chine, on ne reçoit pas ses amis ou sa famille chez soi, on privilégie en général le restaurant.



La grande présence d'olivier dans les offres proposées par l'entreprise les a aussi surpris. Ils ne connaissaient pas vraiment cet arbre qui est peu exploité en Chine. Ce fut l'occasion d'expliquer que cette essence était historiquement cultivée dans le sud de l'Europe, mais que le changement climatique progressant, il est désormais possible d'en planter plus au nord.

Le deuxième jour, après les Deux-Sèvres, cap sur le Maine et Loire et la Vienne.



Le matin, Agnès Lenne, directrice du lycée d'enseignement agricole de Montreuil-Bellay et ses équipes, ont accueilli la délégation et présenté leur établissement. Très actif sur la coopération internationale avec notamment un partenariat avec

un établissement argentin, les échanges ont réussi à entrevoir des possibilités de partenariat. Pouvoir proposer aux étudiants français de découvrir le monde du *viti-vini* en banlieue pékinoise et inversement, laisser des étudiants chinois s'immerger dans les vendanges et le travail de la vinification en France est désormais une hypothèse qui devient possible.

S
u
i
t
e
à
l
a
v
i
s
i



te de l'établissement et de ses chais, une dégustation des produits de l'exploitation du lycée a été organisée pour le plus grand plaisir de tous.



L'après-midi fut consacré à la visite du Domaine Château-Gaillard à Messemé dans le Loudunais. Emmanuel Bienvenu, ingénieur agronome devenu vigneron depuis plus d'une décennie, a présenté aux membres de la délégation sa démarche très singulière de production de vins naturels français.

Depuis la culture de vieux cépages d'antan, que le vigneron a repéré lui même dans la campagne environnante, à l'utilisation d'amphores en terre cuite pour la vinification à jusqu'à l'intégration des techniques de biodynamie : toute la démarche du vigneron a fortement intéressé les collègues chinois. La dégustation de certains de ses vins, au goût si naturel, si proche du fruit, n'a fait que conforter cette curiosité. La question de savoir si le cépage Plantet Noir voyagera un jour en Chine, n'est pas d'actualité, car le but de cette visite était bien de prouver aux dirigeants chinois que l'utilisation de son environnement et des variétés propres à sa région permettaient de produire de très bons vins adaptés aux transitions.





Au troisième jour de la mission, les dirigeants chinois se sont dirigés vers la Charente-Maritime et Saintes.

Ils avaient à cœur de venir remercier en personne les équipes de l'établissement Agrocampus de Saintonges qui se sont grandement impliqués dans l'accueil de leurs élèves et collègues. Ils ont pu rencontrer la nouvelle équipe de direction et sceller leur partenariat grâce à un accord de coopération reliant leurs deux établissements. Là aussi, les échanges ont porté sur les actions déjà réalisées et sur les futures actions. Saintes ayant la double casquette *paysage et viti-viniculture*, de nombreuses belles opportunités s'offrent à tous.

Les discussions se sont ensuite poursuivies dans la matinée par la visite du site de Saintes puis dans l'après-midi, par la visite du site du lycée professionnel agro-viticole Le Renaudin de Jonzac.



Cette mission en France qui a permis tous ces échanges et toutes ces rencontres, n'a fait que confirmer l'intérêt et la grande motivation pour l'établissement pékinois de travailler avec l'enseignement agricole français.



Lire aussi l'article précédent : [Une connexion aménagée](#)

*A Lire la presse régionale – [De Pékin au paysage local](#) –
Courrier de l'Ouest/Bressuire – septembre 2025*

*Contact : Max MONOT, animateur du réseau Chine de
l'enseignement agricole, max.monot@educagri.fr*

A l'heure de la reconstruction

Une délégation gouvernementale nippone est venue à la rencontre de représentants de l'enseignement supérieur, de l'enseignement technique et de la recherche dans le domaine agricole en France. Le ministre japonais, chargé de la reconstruction, a visité l'institut Agro de Montpellier.

Un intérêt porté par le gouvernement japonais sur les initiatives locales innovantes sur le plan de la recherche et de l'éducation dans un contexte de partenariats internationaux.

La délégation japonaise a été accueillie dans les locaux de l'Institut Agro à Montpellier toute la matinée du vendredi 27 juin 2025. Elle était conduite par Monsieur le Ministre Norikazu SUZUKI, en charge de la reconstruction de la région de Fukushima. En effet, après le tremblement de terre qui a causé un tsunami et un accident nucléaire de grande ampleur en 2011, l'état japonais déploie une grande énergie afin que ce territoire puisse être réhabilité. Le ministre était accompagné par Monsieur Tomohiko ARAO, directeur de F-REI (The Fukushima Institute for Research, Education and Innovation) et aussi par Monsieur TAKAZAWA, Consul Général adjoint du Japon à Marseille.

L'Institut Agro avait réuni de son côté un certain nombre d'acteurs de la recherche, de l'enseignement technique et de l'enseignement supérieur agricole pour cette occasion. La rencontre a été organisée par Monsieur Jean-Luc BOSIO, chef du

service des relations internationales et des langues de l'Institut Agro de Montpellier.

La réunion a commencé par une présentation de l'Institut Agro par Madame Carole SINFORT, directrice de l'Institut, qui a présenté son établissement. Monsieur le Ministre a été particulièrement intéressé par le devenir des étudiants après l'obtention de leur diplôme.

Monsieur BOSIO a ensuite présenté les relations internationales de l'Institut. Le Ministre a salué la richesse des réseaux internationaux de l'établissement et en particulier l'intensité des échanges avec le monde universitaire japonais notamment sur les questions du vin.

Madame Atsuko TANIGOME, enseignante chercheuse de l'université du Japon (NIHON DAIGAKU) qui a pris la parole pour présenter ses recherches qu'elle mène depuis quelques mois à l'Institut Agro dans le domaine de l'alimentation.

Monsieur Franck COPIN, animateur du réseau Japon de l'enseignement agricole a présenté les échanges qui concernent



les lycées agricoles français et japonais avec les mobilités d'élèves et les échanges de pratiques entre établissements. Monsieur le Ministre a particulièrement manifesté un vif intérêt sur le financement des mobilités des apprenants. Il a salué l'initiative qui a eu lieu en février 2025 avec les premières rencontres du réseau Japon qui ont rassemblé 11

établissements français et japonais à Yssingeaux au sein de l'ensemble scolaire dirigé par Monsieur COPIN. Monsieur le Ministre a proposé que les prochaines rencontres en 2026 se fassent au Japon dans la Province YAMAGATA, dont il est le

député.

Monsieur Florent CHAZARENC, chef de projet Asie de l'INRAE, a ensuite pris la parole pour présenter les activités menées par l'INRAE et en particulier les nombreux échanges menés en partenariat avec le Japon.

La délégation s'est ensuite rendue à AGROPOLIS et a été accueillie par Mélanie BROIN qui a fait la présentation de l'institution, fruit d'un partenariat entre de nombreux acteurs territoriaux et moteur de la coopération



internationale dans le domaine



Photo de tête d'article, crédit Banque d'image Pexel – Sagae, Province de YAMAGATA, photo Denis P.

Contact : Franck COPIN, animateur du réseau Japon de l'enseignement agricole, franck.copin@cneap.fr

Coopérer pour la mécanisation agricole au Togo

Une délégation de l'Agence de transformation agricole du Togo a été accueillie du 12 au 17 mai 2025 dans l'enseignement agricole français pour une mission d'identification de partenaires potentiels en vue de la création et l'opérationnalisation d'une formation de mécanique agricole au Togo.

Le secteur agricole est au cœur de la stratégie de développement du Togo. Pour accélérer sa transformation, le Gouvernement a créé par décret en 2022 l'Agence de Transformation Agricole (ATA). L'ATA, établissement public à caractère administratif, est placée sous la supervision de la Présidence de la République du Togo et sous la tutelle technique du ministère chargé de l'agriculture.

L'ATA a pour objet d'accélérer la transformation structurelle et durable du secteur agricole au Togo. Elle a notamment pour missions d'une part de procéder à l'identification des facteurs de blocage et de mettre en œuvre une intervention systémique visant à lever définitivement ces facteurs de blocage, et d'autre part de promouvoir l'accès des producteurs aux services de mécanisation agricole, avec la mise en place de centres régionaux de mécanisation agricole et le renforcement des capacités des acteurs dans les services de mécanisation.

À ce double titre, l'ATA met en œuvre un programme de conception, opérationnalisation et administration d'une formation technique à la mécanique agricole. L'objectif est de former à la mécanique agricole 400 primo-apprenants (CAP/BAC/BTS) d'ici 2030, qui auront pour mission l'entretien et la maintenance du parc étatique (plus de 150 engins

agricoles), mais également du parc privé d'engins agricoles.

Dans ce contexte, l'ATA, avec le Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique Villageoise, et du Développement Rural du Togo, en lien avec l'Agence française de développement (AFD) et le Service économique régional de l'Ambassade de France à Lomé, ont sollicité l'expertise de l'enseignement technique agricole français, via le réseau CEFAGRI de la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER), afin d'appuyer la stratégie du gouvernement togolais dans sa transformation structurelle et durable du secteur agricole.

La délégation, menée par le Directeur général de l'ATA et Conseiller du Président du Togo, composée de trois de ses collaborateurs de l'ATA (un ingénieur agronome, un ingénieur de conception génie mécanique et une technicienne agroéquipement) et deux agents du Ministère en charge de l'Agriculture (un technicien électromécanique et un ingénieur mécanicien de la Direction du développement rural) a été accueillie et accompagnée par le Bureau des relations européennes et de la coopération internationale (BRECI) auprès d'établissements spécialisés en agroéquipements à Ondes, Montargis, Le Mans et Vesoul.



L'objectif général de la délégation était d'identifier et d'évaluer au cours de cette mission en France des établissements d'enseignement technique agricole susceptibles d'accompagner l'ATA dans la mise en place d'un programme de

formation à la mécanique des machines agricoles au Togo. Spécifiquement, il s'est agi de visiter quatre établissements représentatifs des formations en agroéquipements afin de mieux comprendre leur organisation, leur fonctionnement pédagogique, institutionnel et opérationnel et de tirer les enseignements nécessaires pour l'adaptation au contexte togolais. Lors de ces visites, la délégation a pu identifier les ressources matérielles, humaines et logistiques dont ces établissements disposent, en vue d'apprécier leur capacité à accompagner efficacement l'ATA dans la conception et la mise en œuvre d'une formation technique en mécanique agricole.

La mission a été articulée autour de deux principales activités : les visites et échanges avec les établissements partenaires potentiels et le partage d'expériences avec les représentants du BRECI/DGER, qui ont accompagné la délégation tout au long du séjour. Ces deux volets complémentaires ont permis d'enrichir les échanges et de renforcer les perspectives de collaboration.

À Innovapôle à Ondes

La délégation a suivi en salle de réunion une présentation du directeur sur les activités de l'établissement et le projet FAAN (Formations agricoles agrivoltaïsme) auquel il participe avec d'autres établissements de la Région Occitanie. Ont suivi les visites des ateliers et de l'exploitation agricole du lycée, des échanges avec des enseignants en agroéquipements et avec le volontaire de Côte d'Ivoire en mission de service civique. Les visites ont également permis d'assister à des séances de formation à la conduite des engins de chantier et à la maintenance des tracteurs en cours dans l'enceinte de l'établissement.

Au Chesnoy à Montargis

Après un accueil par le chef du BRECI, la délégation a suivi la présentation par l'animatrice des réseaux CEFAGRI et Afrique de l'Ouest Afrique centrale. Puis les étudiants de première année du BTSA Génie des équipements agricoles (GDEA) ont présenté leur formation et échangé avec la délégation, avant la rencontre d'enseignants d'agroéquipements et la visite de la halle machinisme, à côté de laquelle se déroulaient des démonstrations d'un constructeur partenaire.



À la Germinière au Mans

Accueillie par l'équipe de direction de l'établissement, la délégation a suivi la présentation du Directeur sur le fonctionnement de l'établissement et plus généralement de l'enseignement agricole. Le référent coopération internationale de l'établissement a amené des élèves de bac pro agroéquipement à parler de leur formation et échanger avec la délégation. Les échanges se sont poursuivis lors des visites des ateliers et de l'exploitation agricole du Campus. Elles ont également permis d'observer des séances de travaux pratiques et de test sur des matériels par les apprenants et le responsable d'atelier agroéquipement.



Au Campus des métiers et des qualifications en

agroéquipement à Vesoul

Le directeur de cette entité en a présenté le fonctionnement et les divers projets d'envergure dans lesquels il est impliqué, comme par exemple EVOFIA (évolution de l'offre de formation de la filière des agroéquipements) ou PLAPIMA (plateforme pédagogique innovante des métiers de l'agroéquipement). Les échanges ont également été nourris, autour du robot de traite présenté par le directeur de l'exploitation agricole de l'établissement et bien sûr lors de la visite des ateliers d'agroéquipements.



Perspectives de coopération

Tout d'abord, en réponse assez immédiate aux attentes de la délégation, ce sont plusieurs expertises des établissements de la filière agroéquipements qui vont être mobilisées. L'ATA et le réseau CEFAGRI élaborent de concert une programmation précise des missions qui se dérouleront dès l'été 2025 et jusqu'à la fin de l'année scolaire 2025-2026, avec le soutien

financier de l'État togolais puis de l'AFD. Il s'agit, dans un premier temps, de procéder à la remise en fonctionnement du parc de tracteurs immobilisés, ce que réaliseront dès le mois d'août des enseignants des établissements visités, tout en dispensant des recommandations pratiques aux usagers de sorte à ce qu'ils deviennent rapidement autonomes pour les réparations courantes. Ensuite, une autre expertise consistera à étudier et formuler des conseils pour la mise en place progressive d'un atelier de mécanique agricole, voué aussi à être lieu de formation.

En parallèle, des missions perlées d'une ou deux semaines permettront aux experts en agroéquipements de dispenser des séries de cours techniques à la première cohorte de bac pro en machinisme agricole au Togo, dont il s'agit aussi de co-écrire le référentiel. Enfin, le programme de formation EVOFIA propose de réserver des places de stage pour des formateurs togolais qui viendraient ainsi renforcer leurs capacités lors de mobilités dans des établissements techniques agricoles français. Des formations à distance sont également envisagées.



Et outre ces renforcements de capacités, formations, formations de formateurs relevant de la mobilisation de l'expertise via le réseau CEFAGRI, les perspectives de coopérations se tournent vers le développement de partenariats et de mobilités d'apprenants. Ainsi, les établissements français ont la possibilité de proposer des missions de service civique pour des jeunes du Togo pré-sélectionnés par l'ATA puis accompagnés techniquement et

financièrement comme les autres volontaires internationaux togolais par France Volontaires, l'ANVT (Agence nationale du volontariat du Togo) et l'Agence du service civique. Ces volontaires passeront la prochaine année scolaire au sein des établissements d'accueil pour des missions alliant animation

interculturelle et renforcement des capacités en machinisme agricole, leur permettant à leur retour de s'engager auprès de l'ATA. De même, et avec aussi l'appui du réseau Afrique de l'Ouest Afrique centrale, des apprenants français, de BTS TSMA ou GDEA, de bac pro MMA ou Agroéquipements, auront l'opportunité de réaliser leur stage au Togo dans le cadre des activités de l'ATA, stage individuel, ou collectif sous forme de chantier participatif en mécanique agricole avec les apprenants togolais en bac pro.

Enfin, dans la mesure où la vocation de l'ATA va au-delà de son objectif prioritaire qui est la mécanisation agricole, d'autres pistes de coopération se dessinent, telle qu'une éventuelle participation, en partenariat avec les établissements visités disposant d'élevages bovins, d'équipes togolaises au TIEA (Trophée international de l'enseignement agricole) lors du SIA (Salon international de l'agriculture) à Paris en février.

Et à plus long terme, d'autres projets peuvent se monter, par exemple dans le cadre du programme Erasmus+ *Capacity Building in the field of Youth in Sub-Saharan Africa*.

L'ensemble de ces actions de coopération entre l'enseignement agricole français et le Togo fera l'objet d'une formalisation institutionnelle par la signature conjointe d'un arrangement administratif entre ministères français et togolais.

Contacts :

Rachid Benlafquih, chargé de coopération Afrique subsaharienne/ECSI/expertise à l'international au BRECI/DGER/MASA

rachid.benlafquih@educagri.fr

Vanessa Forsans, animatrice du réseau CEFAGRI et co-animatrice avec William Gex du réseau Afrique de l'Ouest Afrique centrale de l'enseignement agricole (BRECI/DGER/MASA)

vanessa.forsans@educagri.fr

william.gex@educagri.fr

Une visite stratégique

Une délégation chinoise du bureau de l'économie rurale du centre d'études stratégiques (DRC), composée d'un vice-ministre et de ses collaborateurs, s'est rendue, le mercredi 11 décembre 2024, au Campus NaturAlim de Chartres afin d'y découvrir l'enseignement agricole. Leur objectif : connaître notre modèle de formation professionnelle agricole et son rôle dans le développement rural du territoire et la généralisation des nouveaux modèles de production agricole durables.



La visite a débuté très officiellement dans la salle des conseils du lycée par un temps d'échanges pour apprendre à se connaître. Durant la présentation par le directeur, M. Bertholon, de son EPL, M. le Vice ministre Zhang et Mme la directrice générale adjointe Cheng se sont particulièrement montrés curieux sur ce qui anime un établissement agricole tel que la gestion financière d'un établissement public agricole, le niveau d'accessibilité pour devenir agriculteur et le

système de l'apprentissage en France ou le défi du renouvellement des générations d'agriculteurs et enfin les poursuites d'études après le bac et après un BTS.

Durant la présentation de la directrice de l'exploitation, Mme Isac, les membres de la délégation ont poursuivi leurs questions sur l'agriculture biologique, les stratégies culturelles et l'impact de la vente directe.

Visites des plateformes techniques

Durant les visites du hall agroalimentaire et de l'exploitation, la délégation a pu voir des apprenants en action, dans les halls, où des étudiants en licence réalisaient plusieurs travaux pratiques sur l'efficience dans la construction d'une chaîne de production agro-alimentaire. Les visiteurs se sont montrés curieux sur les débouchés offerts par cette formation et le nombre d'heure de pratique imposé dans le cursus.



Au cours de la visite de l'exploitation, ils n'ont pas hésité à aller dans la boue pour voir la zone de maraîchage qui, comme vous vous en doutez en hiver, était assez peu fournie en légumes. Ils ont posé des questions sur les débouchés possible des légumes produits et le lien crée avec le territoire grâce aux ventes.

Ils ont aussi souhaité visité le vieux corps de ferme datant de 1870, et sont tombés sous son charme. Ils ont aussi posé des questions sur le rôle des coopératives dans l'achat et la

revente de la production de la ferme ainsi que sur le système des CUMA*.

**Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA)*



Un repas qui scelle des échanges riches et prometteurs

Une fois n'est pas coutume, c'est la délégation chinoise qui a offert l'apéritif en France ! En effet, ils avaient gentiment apporté une bouteille de champagne acquise, la veille, lors d'une visite d'un grand vignoble autour de Reims. En plats très français, le chef avait préparé une poule au pot et une tarte aux pommes, qui furent très appréciées. La découverte du fromage de chèvre les a quelque peu déroutés, mais ils voulaient absolument essayer quand ils ont appris que c'étaient d'anciens élèves qui les avaient préparés. Le repas fut propice à de nouvelles questions de la part de Mme Cheng sur les points autour de la gestion d'un établissement qu'elle voulait préciser, notamment le fait que nous puissions proposer des formations générales, technologiques et professionnelles au même endroit, ce qui la surprenait beaucoup.

Anecdotes historiques

M. Gérard Martin, le technicien responsable du hall agroalimentaire qui nous a fait la visite, s'est rendu plusieurs dizaines de fois en Chine afin d'aider à la valorisation de la production de pommes. Il est notamment parti deux fois, mandaté par le Bureau des relations

européenne et des relations internationales, pendant 2 mois dans le Shaanxi au début des années 2000.

La présentation de l'histoire autour de la poule au pot et de son lien à Henry 4, qui avait démocratisé ce plat le dimanche pour que tous aient accès à de la viande une fois par semaine, nous a permis de faire un aparté sur la loi Egalim et les attendus des circuits courts. Ils ont trouvé les mesures de cette loi très intéressantes.

Cette visite, organisée en concertation avec les conseillers aux affaires agricoles (CAA) du pôle agro-alimentaire du Service économique régional de l'ambassade de France en Chine, a rempli ses deux principaux objectifs.

Premièrement, grâce aux explications des personnels du Campus NaturAlim de Chartres, les responsables chinois ont trouvé les réponses aux questions qu'ils se posaient sur le lien entre l'enseignement agricole et son territoire.

Deuxièmement, grâce à la qualité de l'accueil offerte par le personnel de l'Établissement agricole, ce bureau chinois très proche des instances dirigeantes du pays, va intégrer dans ses réflexions futures, des discussions avec les représentants français en poste à l'ambassade de France en Chine.

Contact : Max MONOT, réseau Chine de l'enseignement agricole, max.monot@educagri.fr